

CAFCO brings together Youth Leaders and other Stakeholders to discuss access to SRH

The Solutions for Supporting Healthy Adolescents and Rights Protection (SHARP) Project is dedicated to improving access to adolescent sexual and reproductive health (ASRH) commodities and services and addressing the high unmet need for family planning in six countries across Africa's Great Lakes Region. Health Action International recently visited two of the countries (Zambia and the Democratic Republic of Congo (DRC)). In a series of blogs, colleagues Alex Lawrence (Zambia) and Alice Beck (DRC) give a taste of what they experienced in the countries.

Last week, [we heard from Alex](#). Now let's hear about Alice's experiences in DRC.

It was a short trip, but a very fruitful and interesting one.

After a bit of rest following a 24-hour travel day, on Monday, our partner Mimy from CAFCO (*Cadre Permanent de Concertation de la Femme Congolaise*) kindly picked us up and brought us to their office to meet some fellow members of CAFCO. It was very inspirational to hear from these ladies, actively working together for an organisation which unites women working in politics and women from civil society.

Despite the floods that destroyed part of their offices and material in December 2022, work continues, testifying to their willingness and power to drive social change in their country.

After introducing Ange and myself, Mimy presented the SHARP project to her colleagues. We had the time to exchange, and we all agreed on how important the project is and its potential to have far-reaching effects, especially in a country such as DRC where the impact of the ongoing conflicts bears such a heavy burden. It was also heartening to hear the ladies share personal experiences when it comes to access to sexual and reproductive health commodities and services.

Our visit to DRC continued with two events, one on Tuesday and one on Wednesday.

The first event brought together youth leaders, as well as the PNSA (National Adolescent Health Policy, part of the [Ministry of Health](#)), hosted at the new Ministry of Interieur building. We were graced with the presence of the PNSA Director, Fidèle Mbadu Muanda, who introduced the PNSA and presented the current state of the laws in DRC when it comes to SRH.

During the day's lively exchanges, youth leaders listed various barriers to accessing SRH commodities and services. These include customs, tradition, the lack of information, only

hearing the negatives related to SRH commodities, the lack of training of healthcare workers, embarrassment, lack of confidentiality, lack of inclusivity, and more. After enumerating the various barriers, the group divided into two and came up with various solutions to overcome such obstacles. Hearing the passion with which the participants discussed SRH, as well as witnessing the exchange of information and knowledge – it was very encouraging to see how such an active and informed group of people will continue working on and championing this issue in the future.

The following day, a social accountability forum took place, bringing together actors from faith spaces, traditional leaders, youth, and healthcare workers. This was another opportunity to present the SHARP project to an even wider audience, as well as remind the group of the current SRH laws in place in the DRC. Dr Valentin Tshitenge, an activist for the rights of people living with disabilities, gave a fascinating talk on SRH education and related rights. He ended his presentation with a strong recommendation for integrating sex education directly into the school curriculum.

Following this, youth leaders then presented their recommendations from the previous day, which included the need for more adequacy and quality training of healthcare workers, additional youth-friendly spaces, and the necessity of increasing advocacy efforts.

This second event was also marked by many debates and exchanges, and it was a great opportunity and moment to capture the varying perspectives when it comes to SRH. One thing however was unanimous: there is a crucial need for correct, true information on sexual and reproductive health.

Thanks to the tireless work and passion of CAFCO and their many allies, colleagues, and partners, I am confident that the issue of access to SRH commodities and services will remain high on the agenda. I cannot wait to see how this project will evolve over the following years.

—

Le projet SHARP (Solutions for Supporting Healthy Adolescents and Rights Protection) vise à améliorer l'accès aux produits et services de santé sexuelle et reproductive des adolescents (ASRH) et à répondre aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale dans six pays de la région des Grands Lacs en Afrique. Health Action International s'est récemment rendu dans deux de ces pays (la Zambie et la République démocratique du Congo (RDC)). Dans une série de blogs, les collègues Alex Lawrence (Zambie) et Alice Beck (RDC) donnent un avant-goût de ce qu'ils ont vécu dans les pays.

La semaine dernière, nous avons entendu Alex. Écoutons maintenant les expériences d'Alice en RDC.

Ce fut un voyage court, mais très fructueux et intéressant.

Après un peu de repos suivant une journée de voyage de 24 heures, lundi, notre partenaire

Mimy de l'organisation CAFCO (*Cadre Permanent de Concertation de la Femme Congolaise*) nous a gentiment pris en charge et nous a amené à leur bureau pour rencontrer quelques collègues membres du CAFCO. C'était très inspirant d'entendre ces dames, travaillant activement ensemble pour une organisation qui réunit des femmes travaillant en politique et des femmes de la société civile.

Malgré les inondations qui ont détruit une partie de leurs bureaux et matériel en décembre 2022, le travail se poursuit, témoignant de leur volonté à conduire un changement social dans leur pays.

Après avoir présenté Ange et moi-même, Mimy a présenté le projet SHARP à ses collègues. Nous avons eu le temps d'échanger et nous étions toutes d'accord sur l'importance du projet et son potentiel d'effets d'envergure, surtout dans un pays comme la RDC où l'impact des conflits en cours pèse si lourd. Il était également encourageant d'entendre les dames partager leurs expériences personnelles en matière d'accès aux produits et services de santé sexuelle et reproductive.

Notre visite en RDC s'est poursuivie avec deux événements, un mardi et un mercredi.

Le premier événement a réuni des jeunes ainsi que le PNSA (politique nationale de santé de l'adolescent), hébergé dans le nouveau bâtiment du ministère de l'Intérieur. Nous avons été honorés de la présence du directeur du PNSA, Fidèle Mbadu Muanda, qui a présenté le PNSA et l'état actuel des lois en RDC en matière de SSR.

Au cours des échanges animés de la journée, les jeunes leaders ont énuméré divers obstacles à l'accès aux produits et services de SSR. Il s'agit notamment des coutumes, de la tradition, du manque d'informations, du fait de n'entendre que les aspects négatifs liés aux produits de SSR, du manque de formation des travailleurs de santé, de la gêne, du manque de confidentialité, du manque d'inclusivité, etc. Après avoir énuméré les différents obstacles, le groupe s'est divisé en deux et a proposé des solutions pour surmonter ces obstacles. Entendre la passion avec laquelle les participants ont discuté de la SSR, ainsi qu'assister à l'échange d'informations et de connaissances - il était très encourageant de voir comment un groupe de personnes aussi actif et informé continuera à travailler et à défendre cette question à l'avenir.

Le lendemain, un forum sur la responsabilité sociale a eu lieu, réunissant des acteurs des espaces confessionnels, des chefs traditionnels, des jeunes et des travailleurs de santé. Ce fut une autre occasion de présenter le projet SHARP à un public encore plus large, ainsi que de rappeler au groupe les lois actuelles en matière de SSR en vigueur en RDC. Le Dr Valentin Tshitenge, militant des droits des personnes handicapées, a donné une conférence fascinante sur l'éducation à la SSR et les droits connexes. Il a terminé sa présentation avec une forte recommandation pour l'intégration de l'éducation sexuelle directement dans le programme scolaire.

Suite à cela, les jeunes leaders ont ensuite présenté leurs recommandations de la veille, qui comprenaient la nécessité d'une formation plus adéquate et de qualité des travailleurs de la

santé, des espaces supplémentaires adaptés aux jeunes et la nécessité d'accroître les efforts de plaidoyer.

Ce deuxième événement a également été marqué par de nombreux débats et échanges, et ce fut une excellente occasion pour saisir les différentes perspectives en matière de SSR. Une chose a cependant été unanime : il existe un besoin crucial d'informations correctes et véridiques sur la santé sexuelle et reproductive.

Grâce au travail inlassable et à la passion de CAFCO et de ses nombreux alliés, collègues et partenaires, je suis convaincue que la question de l'accès aux produits et services de SSR restera une priorité.

J'ai hâte de voir comment ce projet évoluera dans les années à venir.